

COMMISSION DE LA SANTE
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIETE

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 24 AVRIL 2007

DINSDAG 24 APRIL 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 31 sous la présidence de Mme Colette Burgeon.

01 Interpellation de Mme Véronique Salvi au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les retards de remboursement par le fédéral des revenus d'intégration" (n° 1079)

01.01 Véronique Salvi (cdH) : Contrairement à ce que vous disiez il y a un mois en réponse à une question sur les retards de remboursement des revenus d'intégration, à savoir que les délais de remboursement devaient être réduits de six à huit semaines, les problèmes semblent perdurer. En effet, pour le CPAS de Charleroi, les remboursements de novembre (1,969 million d'euros) et décembre (1,809 million d'euros) 2006 ainsi que de janvier 2007 ne sont toujours pas effectués. La situation risque de devenir dramatique. Avez-vous des informations plus précises à ce sujet ? J'espère qu'il n'y a pas de traitement particulier plus lent pour Charleroi.

01.02 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Les retards sont dus au transfert de l'organe budgétaire du SPF Sécurité sociale au SPF Intégration sociale. Les montants relatifs à novembre et décembre ainsi que le solde de l'année 2006 sont versés sur le compte du CPAS pour la fin avril. La mise en paiement a été demandée pour janvier et février 2007. Je rappelle toutefois l'énorme avance réalisée. Grâce à la connexion à la Banque carrefour, les paiements sont à présent effectués dans le mois.

Les CPAS sont entrés dans le système avec une énorme discipline et nous avons prévu les moyens budgétaires nécessaires pour rembourser ces quatre à six mois. La situation sera régularisée, et ce de façon définitive, pour la fin avril, et il nous est impossible de payer plus vite, étant donné qu'il faut que les dossier soient complets. Tous les CPAS sont évidemment traités de façon égale.

01.03 Véronique Salvi (cdH) : Votre réponse vaut-elle pour tous les CPAS qui avaient du retard ?

01.04 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Oui.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Annelies Storms au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'octroi du label de diversité" (n° 14958)

02.01 Annelies Storms (sp.a-spirit) : Le 22 mars 2007, le label « Égalité et Diversité » a été attribué à dix entreprises, parce qu'elles ont fourni d'importants efforts en vue de favoriser la diversité dans leur entreprise et de lutter contre la discrimination. Afin de ne pas miner la crédibilité de ce label, il ne devrait être attribué qu'aux entreprises qui sont en mesure de présenter des résultats concrets et durables.

Sur la base de quels critères ce label est-il attribué ? Comment le critère de « l'amélioration continue » est-il mesuré ? Est-il tenu compte de la situation de départ ? Quelle est la composition de la commission d'avis et de l'organe de décision ? Des évaluations sont-elles prévues ? Une entreprise peut-elle perdre le label ? Quel est le rapport entre cette initiative fédérale et les initiatives flamandes ? Le ministre envisage-t-il de lier des avantages fiscaux au label ? Des projets pilotes appliquant le système des candidatures anonymes peuvent-ils démarrer dans ce cadre ?

02.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Pour entrer en ligne de compte pour l'octroi de ce label, les entreprises doivent observer la législation relative à l'égalité des chances et à la non-discrimination, élaborer une culture d'entreprise ouverte à la diversité, veiller à la participation des travailleurs au plan d'action et réaliser des adaptations en permanence.

La situation initiale fait effectivement l'objet d'une analyse au cours de laquelle sont mises en lumière les forces et les faiblesses de l'organisation en matière de diversité. Cette analyse se fonde sur la présence de groupes cibles et une comparaison avec des statistiques sectorielles et locales, sur la description des bonnes pratiques par rapport aux onze critères de la politique en matière de diversité et enfin, sur l'identification des problèmes spécifiques rencontrés par les groupes cibles au sein de l'entreprise.

Le comité consultatif est présidé par un représentant du SPF Emploi et est composé de représentants des partenaires sociaux, du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, d'experts de la diversité et de l'égalité et d'un représentant de l'Intégration sociale. La tâche confiée au comité consiste à remettre aux ministres compétents une proposition d'octroi ou de non-octroi sur la base d'une enquête. Si les ministres ne suivent pas l'avis du comité, ils doivent s'en expliquer. Si le label est refusé à une entreprise, il faut communiquer à cette dernière les améliorations à apporter.

Un an après l'obtention du label, les résultats obtenus doivent être décrits dans un dossier de demande. L'auditeur du SPF Emploi réalisera un deuxième audit. S'il s'avère que le plan de gestion n'est pas exécuté, le label peut toujours être retiré.

Le label n'est pas en contradiction avec la politique régionale. L'octroi d'avantages fiscaux relève des compétences du ministre des Finances. Dans la check-list du label, le système des candidatures anonymes est présenté comme une bonne pratique.

02.03 Annelies Storms (sp.a-spirit) : Votre réponse m'a convaincue de l'utilité de ce label. L'existence d'une évaluation intermédiaire et d'une analyse de lancement renforce ma confiance dans le système. Dans les prochaines années, nous devons vérifier si le plan de diversité a effectivement été réalisé par les entreprises. J'applaudis également à la possibilité de retrait du label.

Sous la prochaine législature, nous devons veiller à ce que la politique fédérale corresponde mieux encore aux autres niveaux politiques. J'espère que le prochain gouvernement continuera à développer cette politique.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Annelies Storms au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les commissions paritaires locatives" (n° 14955)

03.01 Annelies Storms (sp.a-spirit) : La création de commissions paritaires locatives a été décidée dans le cadre de la conférence interministérielle sur le logement de juillet 2005. Des projets pilotes ont démarré à Bruxelles, à Charleroi et à Gand.

La commission paritaire locative doit, d'une part, résoudre les conflits locatifs entre locataires et bailleurs par la médiation et, d'autre part, fixer des critères objectifs et subjectifs en vue de la détermination de prix indicatifs et élaborer un modèle de bail. Une évaluation réalisée par un comité scientifique est prévue à l'issue

d'une période de deux ans.

Quel est l'état de la situation ? Une évaluation intermédiaire est-elle disponible ? Combien de dossiers ont déjà été traités ? Où en sont les commissions en ce qui concerne le modèle de contrat et les loyers indicatifs et quels critères applique-t-on en la matière ?

03.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Les commissions locatives paritaires doivent proposer une grille de référence des loyers par quartier, un mécanisme de médiation pour régler les différends locatifs et un modèle de bail-type. Toutes les commissions ont déjà traité des dossiers de médiation, collaboré à la rédaction d'un bail général et proposé des critères de calcul de loyers indicatifs.

Depuis décembre 2005, un consortium universitaire a été désigné pour accompagner les différentes expériences dans ce domaine. Un système de prix indicatifs et un bail-type seront proposés dans un rapport qui sera bientôt disponible. À mon initiative, plusieurs comités d'accompagnement ont également été créés. Ils sont composés de représentants des ministres fédéraux et régionaux, des villes concernées ainsi que des propriétaires et des locataires.

Depuis janvier 2006, 106 dossiers de médiation ont été introduits. Les citoyens semblent beaucoup apprécier la méthode de règlement des conflits proposée.

En ce qui concerne les grilles de référence des loyers indicatifs, une concertation a été organisée entre les propriétaires et les locataires. Les comités ont d'abord analysé les loyers sur le marché privé. Pour Charleroi, il a été tenu compte des intérêts financiers des propriétaires et du confort d'utilisation des locataires. Pour Gand, dans une première phase, on a calculé le loyer indicatif sur la base d'un prix au mètre carré et des exigences minimales de qualité du code flamand du logement. Dans une deuxième phase, le loyer indicatif a ensuite été majoré ou réduit sur la base de différents éléments. Pour Bruxelles, on envisage de fixer des critères pertinents et leur importance.

Cinq ateliers ont permis de déboucher sur une proposition de bail-type.

03.03 Annelies Storms (sp.a-spirit) : J'ai hâte de lire le rapport de la commission d'accompagnement. Il faut continuer à œuvrer à la fixation de prix indicatifs pour les loyers, en prévoyant dans le même temps des mesures fiscales pour les propriétaires. J'espère que le rapport me parviendra en dépit des vacances parlementaires.

L'incident est clos.

04 Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la mise à disposition d'emplois Maribel à des associations ressortissant à la Commission communautaire française" (n° 14696)

04.01 Olivier Maingain (MR) : Le Collège de la Commission communautaire française aurait demandé récemment la mise à disposition d'emplois Maribel social en faveur d'association actives notamment dans le domaine de l'interprétariat social. Avez-vous reçu une demande de cet ordre ? Combien d'emplois seront-ils mis à disposition ? Qu'en est-il de leur financement ?

04.02 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Le Maribel social est sous la tutelle du ministre des affaires sociales.

L'intervention s'élève à 26.775 euros par poste de travail. Les contrats peuvent être à durée déterminée ou indéterminée. Pour 2007, le fonds est alimenté par des moyens supplémentaires à concurrence de 26 millions d'euros, soit environ 1.000 emplois.

Les pouvoirs locaux et les associations en ont été informés. La Commission communautaire française, étant affiliée à l'ONSS-APL, est bien en mesure de bénéficier du Maribel social.

J'ai proposé à M. Cerexhe, membre compétent du Collège d'envisager un partenariat pour l'interprétariat social. Un financement direct par le Fonds de récupération permettra aux associations de bénéficier du Maribel social en 2007 et donnera le temps à la CCF de convenir d'un accord de partenariat avec les associations.

Pour les dossiers relevant d'autres domaines, nous attendons la décision de l'ONSS-APL dans les prochains jours. Les employeurs disposeront de six mois pour recruter

L'incident est clos.

04.03 Le président : Monsieur le ministre, accepteriez-vous que les questions qui figurent encore à notre agenda (n° 14339 de M. Arens et n° 15072 de M. Drèze) soient transformées en questions écrites ?

04.04 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Oui.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Annelies Storms à la secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les points vélo" (n° 15126)

05.01 Annelies Storms (sp.a-spirit) : Le premier point vélo a été ouvert à proximité de la gare de Bruxelles-Nord. Dans le même temps, l'ouverture de sept nouveaux points vélo dans le courant de l'année a également été annoncée. Ces points vélo sont toujours situés dans ou à proximité d'une gare et proposent une série de services comme la surveillance et l'entretien des parkings pour vélos, la location de vélos, la location de vélos d'entreprise et de petits entretiens. Les points vélos sont exploités par des organisations d'économie sociale et, par point vélo, une personne doit être engagée dans le cadre d'une convention de premier emploi.

Quand les sept prochains points vélos ouvriront-ils ? Tous les points vélo proposeront-ils les mêmes services ? Quel point vélo proposera quel service ? Par quelle organisation de l'économie sociale chaque point vélo sera-t-il exploité ? Le parking pour vélos, surveillé et payant, de la gare de Gand-Saint-Pierre sera-t-il intégré au point vélo ?

05.02 Els Van Weert, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Mme Storms a déjà décrit la fonction de ces points vélo. Concrètement, l'objectif consiste également à améliorer les services proposés aux cyclistes clients de la SNCB et à inciter davantage de citoyens à combiner la bicyclette et le train. En plus de son effet positif sur l'environnement, cette formule bénéficie également à la santé publique. Les points vélo seront ouverts du lundi au vendredi de 7 h à 19 h, éventuellement plus tard ou également le week-end.

Cette initiative est le fruit d'une collaboration entre les pouvoirs publics fédéraux, la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et SNCB Holding. Mon département prévoit une subvention de lancement de 125.000 euros pour l'ensemble des points vélo et réserve au minimum un premier emploi par point vélo. Mon département finance également une étude de faisabilité relative à l'implantation de points vélo en Wallonie. SNCB Holding et son ministre de tutelle, M. Tuybens, mettent des sites à la disposition de ces points vélo aux abords des gares et prévoient un budget de 400.000 euros par an pour les exploitants présents dans les 8 gares. La ministre flamande Van Brempt affecte, quant à elle, une somme de 200.000 euros au lancement de points vélo en Région flamande.

Je vais vous donner un aperçu de la situation par point vélo à la date du 21 mars 2007. Le point vélo de Bruges est géré par Groep Intro et CVL Brugge. La phase 1, la surveillance, commencera le 1er juin 2007 et la phase 2, petites réparations et location de bicyclettes, démarrera en mars 2008. Le point vélo de Gand est géré par l'asbl MaxMobiel. L'ensemble du projet débutera le 1er juillet 2007. Le point vélo de Louvain est géré par l'asbl Velo. La phase 1 sera lancée le 1er juillet 2007, la phase 2 en juillet 2008. Le point vélo de Malines est géré par l'asbl 't Atelier. La phase 1 démarrera le 1er septembre 2007, la phase 2 en décembre 2007 et la phase 3, la location de bicyclettes, au printemps 2008. Le point vélo de Courtrai est géré par l'asbl Mobiel. Ce projet est en voie de pleine et entière réalisation et sera encore étendu avant juin 2007. Le point vélo d'Anvers-Berchem débutera le 1er mai 2007 avec surveillance. La phase 2 est encore l'objet de négociations. Le point vélo d'Anvers-Berchem est géré par l'asbl Levanto. La surveillance est d'ores et déjà

en cours et débouchera le 1er juillet 2007 sur un service assuré 60 heures par semaine. La phase 2 sera entamée le 1er juillet 2007.

Le parking surveillé pour bicyclettes de Gand-Saint-Pierre est exploité par la holding SNCB et ne fait pas partie sensu stricto du point vélo. Mais l'asbl et la holding SNCB ont passé une convention portant sur la surveillance et la maintenance des parkings surveillés et non surveillés. Ainsi, une certaine intégration sera néanmoins réalisée, ce qui – espérons-le – fera augmenter le taux d'occupation.

05.03 Annelies Storms (sp.a-spirit) : Il s'agit d'un projet particulièrement réussi et d'un exemple de bonne coopération entre différentes autorités. Ai-je bien compris que les 125.000 euros de votre département doivent servir pour tous les « points vélo » ?

05.04 Els Van Weert, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Oui, ainsi que pour les « premiers emplois ».

L'incident est clos.

06 Question de M. Francis Van den Eynde à la secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15031)

06.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Etant donné que M. Marc Uyttendaele est l'époux de notre actuelle ministre de la Justice, nous sommes particulièrement curieux de savoir combien de fois les différents départements ont fait appel aux services de son cabinet d'avocats et combien cela a coûté. La secrétaire d'État peut-elle répondre à cette question, pour son département, pour les années 2003, 2004, 2005 et 2006 ?

06.02 Els Van Weert, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Mon département n'a pas fait une seule fois appel aux services du cabinet de M. Uyttendaele durant ces années.

06.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Voilà une réponse courte et claire qui me permettra de compléter mon dossier.

L'incident est clos.

07 Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le mécanisme du « tiers investisseur »" (n° 14878)

07.01 Melchior Wathelet (cdH) : Le 7 septembre 2005, vous annonciez dans *L'Écho* que le mécanisme du tiers investisseur était à l'ordre du jour du Conseil des ministres. Le 7 mars 2007, dans le même journal, vous faisiez allusion à cette technique pour modifier les comportements, en pré-finançant le coût de l'investissement et en se remboursant sur les économies ultérieures. Ce mécanisme est prévu dans le cadre de Fedesco et du Fonds de réduction du coût global de l'énergie, et permettra aux personnes défavorisées de réaliser des investissements énergétiques dans leur habitation.

Quelles sont pour les citoyens les modalités d'accès au mécanisme du tiers investisseur ? Est-il suffisamment accessible et les citoyens sont-ils suffisamment informés ? Ce mécanisme du tiers investisseur a-t-il déjà été appliqué sur le terrain ? Si oui, combien de personnes y ont eu accès et quelles sommes y ont-elles été consacrées ?

07.02 Els Van Weert, secrétaire d'État (*en français*) : Le contrat de gestion avec le Fonds de réduction du coût global de l'énergie (FRCE) stipule que les entités locales ayant signé un accord de coopération avec celui-ci font office d'« Energy Service Company » pour les interventions dans les mesures en faveur des personnes démunies telles que définies dans l'arrêté royal du 2 juin 2006.

En raison de la difficulté d'accès pour ce groupe cible, le FRCE prévoit un accompagnement complet pour

ces personnes. Actuellement, le FRCE négocie avec 25 villes et communes intéressées. Comme les moyens du FRCE sont limités, nous collaborerons d'abord avec un nombre restreint d'entités locales. De même, nous avons choisi de ne pas lancer d'appel public ni de campagne de grande envergure.

Tout est donc programmé, les contrats sont presque prêts, mais nous devons obtenir une reconnaissance nécessaire à l'octroi de crédits, ce qui incombe aux Affaires économiques.

07.03 Melchior Wathelet (cdH) : Le FRCE est budgété pour quel montant ?

07.04 Els Van Weert, secrétaire d'État (*en français*) : Cinquante millions d'euros, à distribuer entre les entités locales, sur base du principe du tiers investisseur pour ce groupe cible. Ils serviront aussi à des prêts à des personnes hors du groupe cible, qui résident dans des communes ayant conclu un contrat.

07.05 Melchior Wathelet (cdH) : Tout le monde est d'accord sur le mécanisme du tiers-investisseur, mais il est dommage de devoir attendre aussi longtemps avant de le mettre en œuvre. Les fonds existent ; ils permettent d'aider les personnes les plus défavorisées et d'obtenir des économies d'énergie importantes.

J'insiste donc pour que ce mécanisme soit mis en place rapidement.

Si j'ai bien compris, on l'applique dans vingt-cinq villes et on l'étendra ensuite en fonction des résultats. Les projets dans ces vingt-cinq villes épuiseront les montants disponibles ?

07.06 Els Van Weert, secrétaire d'État (*en français*) : Cela dépend des dossiers.

La liste n'est pas close, on peut encore introduire des dossiers mais avec ces vingt-cinq villes le projet peut être lancé. Les contrats sont prêts, mais on attend l'accord des Affaires économiques. Mais le principe du tiers investisseur est déjà appliqué par Fedesco.

07.07 Melchior Wathelet (cdH) : Mais vous disiez que cela prend du temps avec Fedesco !

07.08 Els Van Weert, secrétaire d'État (*en français*) : Cela a pris du temps, mais maintenant, nous sommes prêts pour le lancement.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 55.

De vergadering wordt geopend om 14.31 uur en voorgezeten door mevrouw Colette Burgeon.

01 Interpellatie van mevrouw Véronique Salvi tot de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de vertragingen in de terugbetaling van de leeflonen door de federale overheid" (nr. 1079)

01.01 Véronique Salvi (cdH): In tegenstelling tot wat u een maand geleden verklaarde in antwoord op een vraag over de vertraging bij de terugbetaling van de leeflonen, namelijk dat de terugbetalingstermijnen met zes tot acht weken zouden worden ingekort, lijken de problemen aan te slepen. Voor het OCMW van Charleroi, bijvoorbeeld, zouden de terugbetalingen van november (1,969 miljoen euro) en december (1,809 miljoen euro) 2006, alsook van januari 2007 nog altijd niet zijn geschied. De situatie dreigt dramatisch te worden. Beschikt u over meer precieze gegevens dienaangaande? Ik hoop dat er geen sprake is van een extra trage verwerking van de dossiers voor Charleroi.

01.02 Minister Christian Dupont (*Frans*): De vertraging is te wijten aan de overheveling van het begrotingsorgaan van de FOD Sociale Zekerheid naar de POD Maatschappelijke Integratie. De bedragen van november en december en het saldo van het jaar 2006 zullen tegen eind april op de rekening van het OCMW worden gestort. De uitbetaling werd gevraagd voor januari en februari 2007. Ik wijs echter op de grote vooruitgang die ter zake werd geboekt. Dankzij de aansluiting op de kruispuntbank, worden de bedragen thans binnen een maand uitbetaald.

De OCMW's zijn overeenkomstig de voorschriften in het systeem gestapt. Wij van onze kant hebben de nodige begrotingsmiddelen uitgetrokken om die vier tot zes maanden terug te betalen. Tegen eind april wordt de situatie definitief in orde gebracht. We kunnen onmogelijk vroeger tot uitbetaling overgaan omdat de dossiers volledig moeten zijn. Het spreekt voor zich dat alle OCMW's op gelijke voet worden behandeld.

01.03 Véronique Salvi (cdH): Geldt uw antwoord voor alle OCMW's die achterstand hadden?

01.04 Minister Christian Dupont (Frans): Ja.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Annelies Storms aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de toekenning van het diversiteitslabel" (nr. 14958)

02.01 Annelies Storms (sp.a-spirit): Op 22 maart 2007 werd aan tien bedrijven het label 'Gelijkheid en Diversiteit' toegekend, omdat zij grote inspanningen hebben gedaan om de diversiteit in hun bedrijf te bevorderen en discriminatie te bestrijden. Om de geloofwaardigheid van dit label niet te ondermijnen, zou het enkel moeten toegekend worden aan bedrijven die concrete en duurzame resultaten kunnen voorleggen.

Op basis van welke criteria wordt het label toegekend? Hoe wordt de vereiste 'continue verbetering' gemeten? Wordt er rekening gehouden met de beginsituatie? Hoe is de adviescommissie en het beslissingsorgaan samengesteld? Zijn er evaluaties gepland? Kan een onderneming het label verliezen? Hoe verhoudt dit federaal initiatief zich tot de Vlaamse initiatieven? Overweegt de minister om fiscale voordelen aan het label te koppelen? Kunnen er in dit kader proefprojecten worden opgestart waarin het systeem van anoniem solliciteren wordt toegepast?

02.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): Om in aanmerking te komen voor het label moeten bedrijven de wetgeving inzake gelijke kansen en niet-discriminatie naleven, een diversiteitsvriendelijke bedrijfscultuur uitwerken, ervoor zorgen dat de werknemers participeren aan het actieplan en zorgen voor permanente bijsturing.

Er wordt wel degelijk een beginsituatie opgetekend met de sterke en zwakke punten inzake diversiteit. Hiervoor wordt de aanwezigheid van doelgroepen in rekening gebracht en vergeleken met sectorale en lokale statistieken, worden de goede praktijken inzake de elf criteria van het diversiteitsbeleid beschreven en worden de specifieke problemen van doelgroepen binnen de onderneming geïdentificeerd.

Het adviescomité wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid en is samengesteld uit vertegenwoordigers van de sociale partners, het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding, het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, experts inzake diversiteit en gelijkheid en een vertegenwoordiger van maatschappelijke integratie. Het comité heeft de taak om op basis van een onderzoek een voorstel van toekenning of niet-toekenning aan de bevoegde ministers te overhandigen. Als die het advies van het comité niet volgen, moeten de redenen daarvoor worden aangegeven. Als het label aan een onderneming wordt geweigerd, moet worden meegedeeld welke verbeteringen er nodig zijn.

Een jaar na het behalen van het label moeten de bekomen resultaten in een aanvraagdossier worden beschreven. De auditeur van de FOD Werkgelegenheid zal een tweede audit uitvoeren. Wanneer daarbij blijkt dat het managementplan niet wordt uitgevoerd, kan het label altijd worden ingetrokken.

Het label bevat geen tegenstrijdigheden ten opzichte van het beleid op het gewestniveau. Het toekennen van fiscale voordelen is een bevoegdheid van de minister van Financiën. Het systeem van anoniem solliciteren wordt in de checklist van het label voorgesteld als goede praktijk.

02.03 Annelies Storms (sp.a-spirit): Dit antwoord heeft mij overtuigd van het nut van dit label. Door het bestaan van een tussentijdse evaluatie en een beginanalyse krijg ik meer vertrouwen in het systeem. De volgende jaren moeten we nagaan of het diversiteitplan effectief door de bedrijven werd uitgevoerd. Het is positief dat het label ook terug kan worden afgenomen.

De volgende regeerperiode moeten we ervoor zorgen dat het federale beleid nog beter wordt afgestemd op de andere beleidsniveaus. Ik hoop dat de volgende regering dit beleid verder uitwerkt.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Annelies Storms aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de paritaire huurcommissies" (nr. 14955)

03.01 Annelies Storms (sp.a-spirit): In het kader van de interministeriële conferentie rond huisvesting in juli 2005 werd beslist tot de oprichting van paritaire huurcommissies. Proefprojecten gingen van start in Brussel, Charleroi en Gent.

De paritaire huurcommissie moet enerzijds huurconflicten tussen huurders en verhuurders oplossen via bemiddeling en anderzijds objectieve en subjectieve criteria vastleggen voor richtprijzen en een modelhuurcontract. Na twee jaar is een evaluatie gepland door een wetenschappelijk comité.

Wat is de huidige stand van zaken? Is er een tussentijdse evaluatie? Hoeveel dossiers werden reeds behandeld? Hoe ver staan de commissies met het modelcontract en de indicatieve huurprijzen en welke criteria worden ter zake gehanteerd?

03.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): De paritaire huurcommissies moeten een referentieschema voor huurprijzen per wijk, een bemiddelingsmechanisme voor huurgeschillen en een model van typehuurcontract voorstellen. Alle commissies hebben al bemiddelingsdossiers behandeld, meegewerkt aan de opstelling van een algemeen huurcontract en criteria voorgesteld voor richthuurprijzen.

Vanaf december 2005 werd een universitair consortium aangeduid om de verschillende experimenten te begeleiden. In een verslag dat binnenkort beschikbaar is een systeem voor richthuurprijzen en een typehuurcontract voorgesteld. Op mijn initiatief zijn ook verschillende begeleidingscomités opgericht met vertegenwoordigers van de federale en gewestministers, van de betrokken steden en van de eigenaars en huurders.

Sinds januari 2006 werden 106 bemiddelingsdossiers ingediend. De burgers lijken de voorgestelde methode van conflictoplossing erg te waarderen.

Wat betreft de indicatieve schema's van huurprijzen, werd er overlegd tussen eigenaars en huurders. In eerste instantie hebben de comités de huurprijzen op de privémarkt geanalyseerd. In Charleroi wordt er rekening gehouden met de financiële belangen van de eigenaars en het gebruikscomfort van de huurders. In Gent wordt de richthuurprijs in een eerste fase berekend op basis van een prijs per vierkante meter en van de minimale kwaliteitsvereisten van de Vlaamse wooncode. In een tweede fase wordt de basishuurprijs verhoogd of verlaagd op basis van verschillende elementen. In Brussel denkt men na over de bepaling van pertinente criteria en het belang daarvan.

Vijf workshops hebben geleid tot een voorstel van typehuurcontract.

03.03 Annelies Storms (sp.a-spirit): Ik ben zeer benieuwd naar het verslag van de begeleidingscommissie. We moeten blijven streven naar richthuurprijzen en daaraan gekoppelde fiscale maatregelen voor eigenaars. Ik hoop dat het verslag mij ondanks het reces zal bereiken.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het ter beschikking stellen van Maribelbanen aan

verenigingen die onder de bevoegdheid van de Franse gemeenschapscommissie vallen" (nr. 14696)

04.01 Olivier Maingain (MR): Het College van de Franse Gemeenschapscommissie zou onlangs de terbeschikkingstelling van banen in het kader van de sociale Maribel hebben gevraagd ten gunste van verenigingen die sociale tolkhulp aanbieden. Hebt u een verzoek in die zin ontvangen? Hoeveel banen zullen ter beschikking worden gesteld? Hoe zullen ze worden gefinancierd?

04.02 Minister Christian Dupont (Frans): De sociale Maribel valt onder de bevoegdheid van de minister van Sociale Zaken.

De tegemoetkoming bedraagt 26.775 euro per arbeidsplaats. De contracten zijn van beperkte of onbeperkte duur. In 2007 wordt het fonds gespijsd met bijkomende middelen ten bedrage van 26 miljoen euro, wat met ongeveer duizend banen overeenstemt.

De plaatselijke besturen en de verenigingen werden op de hoogte gebracht. De Franse Gemeenschapscommissie is aangesloten bij de RSZ-PPO en kan dus de voordelen van de sociale Maribel genieten.

Ik heb de heer Cerexhe, bevoegd lid van het College, voorgesteld om een partnerschap inzake sociale tolkhulp aan te gaan. Dankzij een rechtstreekse financiering door het recuperatiefonds zullen de verenigingen in 2007 de voordelen van de sociale Maribel kunnen genieten en beschikt de FGC over de nodige tijd om een samenwerkingsakkoord met de verenigingen af te sluiten.

Voor de dossiers die betrekking hebben op andere gebieden, verwachten we de beslissing van de RSZ-PPO in de komende dagen. De werkgevers krijgen zes maanden om mensen in dienst te nemen.

Het incident is gesloten.

04.03 De voorzitter: Mijnheer de minister, kan u ermee instemmen dat de vragen die nog op onze agenda staan (nr. 14339 van de heer Arens en nr. 15072 van de heer Drèze) in schriftelijke vragen zouden worden omgezet?

04.04 Minister Christian Dupont (Frans): Ja.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Annelies Storms aan de staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de fietspunten" (nr. 15126)

05.01 Annelies Storms (sp.a-spirit): Op 17 april werd het eerste fietspunt geopend aan het treinstation Brussel-Noord. Meteen werden er zeven nieuwe fietspunten aangekondigd in het komende jaar. Deze fietspunten zijn steeds gelegen in of in de buurt van een station en leveren diensten zoals toezicht op en onderhoud van fietsenstallingen, fietsverhuur, verhuur van bedrijfsfietsen en klein fietsherstel. De fietspunten worden uitgerust door sociale economieorganisaties en per fietspunt wordt er één startbaan gereserveerd.

Wanneer zullen de volgende zeven fietspunten openen? Zullen alle fietspunten dezelfde diensten leveren? Welk fietspunt zal welke diensten verlenen? Welke sociale economieorganisatie zal instaan voor de uitbating van elk fietspunt? Zal in het station Gent-Sint-Pieters de huidige betalende, bewaakte fietsenstalling geïntegreerd worden in het fietspunt?

05.02 Staatssecretaris Els Van Weert (Nederlands): Collega Storms heeft reeds beschreven wat de functie van deze fietspunten zal zijn. Het is concreet ook de bedoeling de fietsende NMBS-klanten beter te bedienen en meer burgers aan te sporen om fiets en trein te combineren. Dit heeft immers niet enkel een positief effect op het milieu, maar ook op de volksgezondheid. De fietspunten zullen van maandag tot vrijdag van zeven tot zeven geopend zijn, eventueel ook langer of ook tijdens het weekend.

Het initiatief is het resultaat van een samenwerking tussen de federale overheid, het Brussels Gewest, het Vlaams Gewest en de NMBS-Holding. Mijn departement voorziet in een opstartsubsidie van 125.000 euro voor alle fietspunten samen en reserveert per fietspunt minimum één startbaan. Daarbij financiert mijn departement een haalbaarheidsstudie voor fietspunten in Wallonië. De NMBS-Holding en haar voogdijminister Bruno Tuybens stellen de locaties aan de stations ter beschikking en voorzien in een budget van 400.000 euro per jaar voor de uitbaters in de acht stations. Daarbij voorziet Vlaams minister Van Brempt in 200.000 euro voor de start van de fietspunten in het Vlaams Gewest.

Ik geef een overzicht van de stand van zaken per fietspunt op 21 maart 2007. Het fietspunt in Brugge wordt beheerd door Groep Intro en CVL Brugge. Fase 1, de bewaking, gaat van start op 1 juni 2007 en fase 2, klein fietsherstel en fietsverhuur, vanaf maart 2008. Het fietspunt in Gent wordt beheerd door vzw MaxMobiel. Het volledige project gaat van start op 1 juli 2007. Het fietspunt in Leuven wordt beheerd door vzw Velo. Fase 1 start op 1 juli 2007, fase 2 in juli 2008. Het fietspunt in Mechelen wordt beheerd door vzw 't Atelier. Fase 1 start op 1 september 2007, fase 2 in december 2007 en fase 3, fietsverhuur, in het voorjaar van 2008. Het fietspunt in Kortrijk wordt beheerd door vzw Mobiel. Het project loopt volledig en zal nog voor juni 2007 uitgebreid worden. Het fietspunt in Antwerpen-Berchem start op 1 mei 2007 met bewaking. Fase 2 is nog in onderhandeling. Het fietspunt in Antwerpen-Centraal wordt beheerd door de vzw Levanto. De bewaking loopt nu al en zal op 1 juli 2007 uitkomen op 60 uur per week. Fase 2 start vanaf 1 juli 2007.

De uitbating van de bewaakte fietsstalling aan Gent-Sint-Pieters gebeurt door de NMBS-Holding en maakt strikt genomen geen deel uit van het fietspunt. Wel is er een overeenkomst tussen de vzw en de NMBS-Holding betreffende het toezicht op en het onderhoud van de bewaakte en de niet bewaakte stallingen. Op die manier is er toch een zekere integratie waardoor hopelijk de bezettingsgraad zal toenemen.

05.03 Annelies Storms (sp.a-spirit): Het is een zeer geslaagd project en een voorbeeld van goede samenwerking tussen verschillende instanties. Begreep ik verder goed dat de 125.000 euro van uw departement voor alle fietspunten samen moet dienen?

05.04 Staatssecretaris Els Van Weert (Nederlands): Dat klopt, en voor de startbanen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15031)

06.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Aangezien de heer Marc Uyttendaele de echtgenoot is van onze huidige minister van Justitie, zijn wij er bijzonder in geïnteresseerd te weten hoe vaak de verschillende departementen een beroep hebben gedaan op de diensten van zijn advocatenkantoor en welke bedragen hiermee gemoeid waren. Kan de staatssecretaris dit voor haar departement meedelen voor de jaren 2003, 2004, 2005 en 2006?

06.02 Staatssecretaris Els Van Weert (Nederlands): Mijn departement heeft tijdens die jaren geen enkel beroep gedaan op de diensten van het bureau van de heer Uyttendaele.

06.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Dat was een kort en duidelijk antwoord waardoor ik mijn dossier kan vervolledigen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "derdepartijfinanciering" (nr. 14878)

07.01 Melchior Wathelet (cdH): Op 7 september 2005 hebt u in *L'Écho* aangekondigd dat het mechanisme

van de derdepartijfinanciering op de agenda van de Ministerraad stond. Op 7 maart 2007 zinspeelde u in dezelfde krant op die techniek om een gedragswijziging tot stand te brengen: men financiert voorlopig de kosten van de investering en recupereert die vervolgens door middel van de gerealiseerde besparingen. Dat mechanisme wordt vooropgesteld in het kader van Fedesco en het Fonds ter reductie van de globale energiekost en moet financieel zwakkeren de kans bieden om energiebesparende investeringen in hun woning te doen.

Hoe kunnen de burgers toegang krijgen tot dat mechanisme van de derde investeerder? Is het voldoende toegankelijk en zijn de burgers voldoende geïnformeerd? Wordt dat mechanisme reeds in de praktijk toegepast? Zo ja, hoeveel personen hebben het kunnen gebruiken en over welke bedragen gaat het?

07.02 Staatssecretaris **Els Van Weert** (*Frans*): Het beheerscontract met het Fonds ter reductie van de globale energiekost (FRGE) bepaalt dat de lokale entiteiten die een samenwerkingsovereenkomst met het Fonds hebben ondertekend, als 'Energy Service Company' optreden voor de uitkeringen die in het kader van de maatregelen bepaald in het koninklijk besluit van 2 juni 2006 aan financieel zwakkeren worden toegekend.

Gezien de moeilijke toegankelijkheid voor die doelgroep voorziet het FRGE in een allesomvattende begeleiding van die personen. Momenteel onderhandelt het FRGE met vijftientwintig geïnteresseerde steden en gemeenten. Daar het FRGE over weinig middelen beschikt, zullen we eerst met een beperkt aantal lokale entiteiten samenwerken. Om dezelfde reden hebben we ervoor geopteerd geen openbare oproep of grootscheepse campagne te lanceren.

Alles is dus geprogrammeerd en de contracten zijn zo goed als rond, maar we wachten nog op een erkenning van de krediettoekenning. Daarvoor is het departement Economie bevoegd.

07.03 **Melchior Wathelet** (cdH): Over hoeveel middelen beschikt het FRGE?

07.04 Staatssecretaris **Els Van Weert** (*Frans*): Vijftig miljoen euro, te verdelen over de lokale entiteiten op grond van het beginsel van de derde investeerder voor die doelgroep. Dat bedrag zal ook worden aangewend voor het toekennen van leningen aan personen die niet tot de doelgroep behoren, maar die in de gemeenten wonen die een contract hebben afgesloten.

07.05 **Melchior Wathelet** (cdH): Iedereen is het eens met de derdepartijfinanciering, maar het is jammer dat de implementering ervan zo lang aansleept. De fondsen zijn voorhanden; zij maken het mogelijk de meest behoeftigen te helpen en veel energie te besparen.

Ik dring er dan ook op aan dat die regeling zo snel mogelijk wordt ingesteld.

Als ik het goed begrepen heb, wordt ze in vijftientwintig steden toegepast en zal men ze nadien uitbreiden afhankelijk van de resultaten. Zal met de projecten in die vijftientwintig steden al het beschikbare geld opgebruikt zijn?

07.06 Staatssecretaris **Els Van Weert** (*Frans*): Dat zal afhangen van de dossiers.

De lijst is niet afgesloten en men kan nog dossiers indienen. Met die vijftientwintig steden kan het project wel al van start gaan. De contracten zijn klaar maar we wachten nog op het akkoord van Economische Zaken. Het principe van de derde investeerder wordt wel al door Fedesco toegepast.

07.07 **Melchior Wathelet** (cdH): Maar daarnet zei u dat Fedesco er lang over doet!

07.08 Staatssecretaris **Els Van Weert** (*Frans*): Het heeft inderdaad wat tijd gevraagd, maar nu kan het mechanisme op gang worden gebracht.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.55 uur.

